



---

*Commission du contrôle budgétaire*

---

**2013/0256(COD)**

15.9.2017

## **AVIS**

de la commission du contrôle budgétaire

à l'intention de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires  
intérieures

sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à  
l'Agence de l'Union européenne pour la coopération judiciaire en matière  
pénale (Eurojust)  
(COM(2013)0535 – C7-0240/2013 – 2013/0256(COD))

Rapporteure pour avis: Ingeborg Gräßle

PA\_Legam

## AMENDEMENTS

La commission du contrôle budgétaire invite la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures, compétente au fond, à prendre en considération les amendements suivants:

### Amendement 1

#### Proposition de règlement Considérant 5

*Texte proposé par la Commission*

(5) ***Tandis que*** le Parquet européen ***devrait être seul compétent*** pour ***instruire et poursuivre*** les activités criminelles portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union, Eurojust devrait être en mesure d'assister les autorités nationales lorsqu'elles enquêtent au sujet de ces formes de criminalité et portent ces affaires devant les tribunaux, conformément au règlement établissant le Parquet européen.

*Amendement*

(5) ***Comme le Parquet européen est créé par coopération renforcée, le règlement mettant en œuvre une coopération renforcée concernant la création du Parquet européen n'est contraignant que pour les États membres qui participent à la coopération renforcée. Dès lors, pour les États membres qui ne participent pas au Parquet européen, Eurojust reste pleinement compétente pour*** les activités criminelles portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union. ***Pour les États membres qui participent au Parquet européen, Eurojust devrait être en mesure d'assister les autorités nationales lorsqu'elles enquêtent au sujet de ces formes de criminalité et portent ces affaires devant les tribunaux, conformément au règlement établissant le Parquet européen.***

### Amendement 2

#### Proposition de règlement Considérant 5 bis (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

***(5 bis) La répartition des compétences entre le Parquet européen et Eurojust pour les activités criminelles portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union doit être clairement établie. Eurojust devrait pouvoir exercer ses compétences dans les affaires concernant à la fois des États membres qui participent à une coopération renforcée concernant la***

*création du Parquet européen et des États membres qui n'y participent pas. Dans ces affaires, Eurojust devrait agir soit à la demande de ces États membres non participants, soit à la demande du Parquet européen. En tout état de cause, Eurojust reste compétente pour les infractions portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union lorsque le Parquet européen n'est pas compétent ou lorsque celui-ci, tout en étant compétent, n'exerce pas sa compétence. Les États membres qui ne participent pas à une coopération renforcée concernant la création du Parquet européen peuvent continuer à demander l'appui d'Eurojust dans toutes les affaires concernant des infractions portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union.*

### Amendement 3

#### Proposition de règlement Considérant 12

*Texte proposé par la Commission*

(12) Il est nécessaire de doter Eurojust d'une structure administrative et de gestion qui lui permette d'accomplir ses missions de manière plus efficace et respecte les principes applicables aux agences de l'Union, tout en maintenant les caractéristiques spécifiques d'Eurojust et en préservant son indépendance dans l'exercice de ses fonctions opérationnelles. À cette fin, les fonctions des membres nationaux, du collège et du directeur administratif devraient être précisées et un conseil exécutif être établi.

### Amendement 4

#### Proposition de règlement Considérant 15

*Amendement*

(12) Il est nécessaire de doter Eurojust d'une structure administrative et de gestion qui lui permette d'accomplir ses missions de manière plus efficace ***dans le respect permanent de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne*** et respecte les principes applicables aux agences de l'Union, tout en maintenant les caractéristiques spécifiques d'Eurojust et en préservant son indépendance dans l'exercice de ses fonctions opérationnelles. À cette fin, les fonctions des membres nationaux, du collège et du directeur administratif devraient être précisées et un conseil exécutif être établi.

*Texte proposé par la Commission*

(15) La Commission devrait être représentée au sein du collège lorsque celui-ci ***exerce ses fonctions de gestion***, ainsi qu'au conseil exécutif pour assurer la supervision non opérationnelle et l'orientation stratégique d'Eurojust.

*Amendement*

(15) La Commission devrait être représentée au sein du collège lorsque celui-ci ***discute de questions administratives ou adopte des décisions administratives***, ainsi qu'au conseil exécutif pour assurer la supervision non opérationnelle et l'orientation stratégique d'Eurojust.

**Amendement 5**

**Proposition de règlement**  
**Considérant 30**

*Texte proposé par la Commission*

(30) Afin de garantir la pleine autonomie et l'indépendance d'Eurojust, il convient de lui accorder un budget propre, alimenté essentiellement par une contribution du budget de l'Union, à l'exception des salaires et émoluments des membres nationaux et de leurs assistants, qui sont à la charge de leurs États membres d'origine. Il convient que la procédure budgétaire de l'Union soit applicable en ce qui concerne la contribution de l'Union et toute autre subvention imputable au budget général de l'Union. L'audit des comptes devrait être effectué par la Cour des comptes.

*Amendement*

(30) Afin de garantir la pleine autonomie et l'indépendance d'Eurojust, il convient de lui accorder un budget propre, alimenté essentiellement par une contribution du budget de l'Union, à l'exception des salaires et émoluments des membres nationaux et de leurs assistants, qui sont à la charge de leurs États membres d'origine. Il convient que la procédure budgétaire de l'Union soit applicable en ce qui concerne la contribution de l'Union et toute autre subvention imputable au budget général de l'Union. L'audit des comptes devrait être effectué par la Cour des comptes ***et approuvé par la commission du contrôle budgétaire du Parlement européen***.

**Amendement 6**

**Proposition de règlement**  
**Considérant 30**

*Texte proposé par la Commission*

(30) Afin de garantir la pleine autonomie et l'indépendance d'Eurojust, il convient de lui accorder un budget propre, alimenté essentiellement par une contribution du budget de l'Union, à l'exception des salaires et émoluments des

*Amendement*

(30) Afin de garantir la pleine autonomie et l'indépendance d'Eurojust, il convient de lui accorder un budget propre, ***suffisant pour lui permettre de correctement mener à bien ses missions***, alimenté essentiellement par une

membres nationaux et de leurs assistants, qui sont à la charge de leurs États membres d'origine. Il convient que la procédure budgétaire de l'Union soit applicable en ce qui concerne la contribution de l'Union et toute autre subvention imputable au budget général de l'Union. L'audit des comptes devrait être effectué par la Cour des comptes.

contribution du budget de l'Union, à l'exception des salaires et émoluments des membres nationaux et de leurs assistants, qui sont à la charge de leurs États membres d'origine. Il convient que la procédure budgétaire de l'Union soit applicable en ce qui concerne la contribution de l'Union et toute autre subvention imputable au budget général de l'Union. L'audit des comptes devrait être effectué par la Cour des comptes.

## Amendement 7

### Proposition de règlement Article 3 – paragraphe 1

#### *Texte proposé par la Commission*

1. La compétence d'Eurojust couvre les formes de criminalité énumérées à l'annexe 1. Toutefois, ***elle ne comprend pas les infractions pour lesquelles le Parquet européen est compétent.***

#### *Amendement*

1. La compétence d'Eurojust couvre les formes de criminalité énumérées à l'annexe 1. Toutefois, ***en général, Eurojust n'exerce pas sa compétence à l'égard des infractions pour lesquelles le Parquet européen exerce sa compétence. Par dérogation à cette règle générale, Eurojust exerce sa compétence pour les affaires pénales:***

- ***qui concernent des États membres participant à la coopération renforcée, mais pour lesquelles le Parquet européen n'exerce pas sa compétence,***
- ***qui concernent des États membres qui ne participent pas à la coopération renforcée concernant la création de ce Parquet, soit à la demande de ces États membres, soit à la demande du Parquet européen.***

***À cet effet, Eurojust, le Parquet européen et les États membres concernés se consultent et coopèrent les uns avec les autres. Les modalités pratiques de l'exercice de la compétence en vertu du présent paragraphe sont régies par un arrangement pratique tel que prévu à l'article 38, paragraphe 2 bis.***

## Amendement 8

### Proposition de règlement

#### Article 4 – paragraphe 1 – point e bis (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

*e bis) soutient les centres d'expertise spécialisée de l'Union développés par Europol et d'autres organes de l'Union;*

## Amendement 9

### Proposition de règlement

#### Article 4 – paragraphe 2 – partie introductive

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

2. Dans l'exercice de ses missions, Eurojust **peut** demander, de manière motivée, aux autorités compétentes des États membres concernés:

2. Dans l'exercice de ses missions, Eurojust **pourrait** demander, de manière motivée, aux autorités compétentes des États membres concernés:

## Amendement 10

### Proposition de règlement

#### Article 4 – paragraphe 3 – partie introductive

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

3. Eurojust **peut** également:

3. Eurojust **pourrait** également:

## Amendement 11

### Proposition de règlement

#### Article 8 – paragraphe 2 – point b bis (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

*b bis) participent, le cas échéant, à des équipes communes d'enquête, y compris à leur mise en place;*

## Amendement 12

### Proposition de règlement

#### Article 10 – paragraphe 1 – partie introductive

*Texte proposé par la Commission*

1. Le collège est composé:

*Amendement*

1. Le collège est composé ***de tous les membres nationaux pour les questions opérationnelles et, par ailleurs, lorsque des questions administratives sont discutées ou que des décisions administratives sont adoptées, de deux représentants de la Commission.***

## Amendement 13

### Proposition de règlement

#### Article 10 – paragraphe 1 – point a

*Texte proposé par la Commission*

- a) ***de tous les membres nationaux lorsqu'il exerce ses fonctions opérationnelles en vertu de l'article 4;***

*Amendement*

***supprimé***

## Amendement 14

### Proposition de règlement

#### Article 10 – paragraphe 1 – point b

*Texte proposé par la Commission*

- b) ***de tous les membres nationaux et de deux représentants de la Commission lorsqu'il exerce ses fonctions de gestion en vertu de l'article 14.***

*Amendement*

***supprimé***

## Amendement 15

### Proposition de règlement

#### Article 13 – paragraphe 1

*Texte proposé par la Commission*

1. Sauf indication contraire, le collège

*Amendement*

1. Sauf indication contraire ***et***



prend ses décisions à la majorité de ses membres.

***lorsqu'il n'est pas possible de parvenir à un consensus***, le collège prend ses décisions à la majorité de ses membres.

## **Amendement 16**

### **Proposition de règlement**

#### **Article 14 – paragraphe 1 – point f**

##### *Texte proposé par la Commission*

f) adopte des règles de **prévention** et de gestion des conflits d'intérêts à l'égard de ses membres;

##### *Amendement*

f) adopte des règles de **détection et de prévention ou** de gestion des conflits d'intérêts à l'égard de ses membres;

## **Amendement 17**

### **Proposition de règlement**

#### **Article 14 – paragraphe 2**

##### *Texte proposé par la Commission*

2. Le collège adopte, conformément à l'article 110 du statut des fonctionnaires, une décision fondée sur l'article 2, paragraphe 1, du statut des fonctionnaires et sur l'article 6 du régime applicable aux autres agents, déléguant au directeur administratif les compétences d'autorité investie du pouvoir de nomination correspondantes et définissant les conditions dans lesquelles cette délégation de compétences peut être suspendue. Le directeur administratif est autorisé à subdéléguer ces compétences.

##### *Amendement*

2. Le collège adopte, conformément à l'article 110 du statut des fonctionnaires, une décision fondée sur l'article 2, paragraphe 1, du statut des fonctionnaires et sur l'article 6 du régime applicable aux autres agents, déléguant au directeur administratif les compétences d'autorité investie du pouvoir de nomination correspondantes et définissant les conditions dans lesquelles cette délégation de compétences peut être suspendue. Le directeur administratif est autorisé à subdéléguer ces compétences. ***Le directeur administratif rend compte, à la réunion suivante du collège, de la délégation ou de la subdélégation de ces compétences.***

## **Amendement 18**

### **Proposition de règlement**

#### **Article 14 – paragraphe 3**

*Texte proposé par la Commission*

3. Lorsque des circonstances exceptionnelles l'exigent, le collège peut décider de suspendre temporairement la délégation des compétences d'autorité investie du pouvoir de nomination au directeur administratif et la subdélégation de ces compétences par ce dernier, pour les exercer lui-même ou les déléguer à l'un de ses membres ou à un membre du personnel autre que le directeur administratif.

*Amendement*

3. Lorsque des circonstances exceptionnelles l'exigent, le collège peut, ***par décision motivée***, décider de suspendre temporairement la délégation des compétences d'autorité investie du pouvoir de nomination au directeur administratif et la subdélégation de ces compétences par ce dernier, pour les exercer lui-même ou les déléguer à l'un de ses membres ou à un membre du personnel ***d'Eurojust*** autre que le directeur administratif. ***Le collège informe par écrit la Commission et le Parlement européen de cette décision de suspension dans les cinq jours ouvrables, la motive de façon détaillée et précise les modalités d'application des dispositions nouvelles ou temporaires relatives à la gestion de l'Agence.***

**Amendement 19**

**Proposition de règlement  
Article 17 – paragraphe 2**

*Texte proposé par la Commission*

2. Le directeur administratif est nommé par le collège sur la base d'une liste de candidats proposée par la Commission à ***la suite d'une procédure de sélection*** ouverte et transparente. ***Aux fins de la conclusion du contrat avec le directeur administratif, Eurojust est représenté par le président du collège.***

*Amendement*

2. Le directeur administratif est nommé par le collège ***en fonction de son mérite et de ses capacités attestées dans le domaine de l'administration et de la gestion, ainsi que de son expérience dans les domaines concernés***, sur la base d'une liste de candidats proposée par la Commission ***après parution d'un appel à manifestation d'intérêt au Journal officiel de l'Union européenne et dans d'autres publications, conformément au règlement intérieur d'Eurojust, et d'une mise en concurrence*** ouverte et transparente. ***Le collège statue conformément à l'avis du Parlement européen fondé sur la recommandation commune de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures et de la***

## **Amendement 20**

### **Proposition de règlement**

#### **Article 17 – paragraphe 2 – alinéa 1 bis (nouveau)**

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

***Avant sa nomination, le candidat sélectionné par le collège répond aux questions qui lui sont posées par les membres de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures et de la commission du contrôle budgétaire du Parlement européen.***

## **Amendement 21**

### **Proposition de règlement**

#### **Article 17 – paragraphe 3**

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

3. La durée du mandat du directeur administratif est de ***cinq*** ans. Avant la fin de cette période, la Commission procède à un examen qui tient compte d'une évaluation du travail accompli par le directeur administratif.

3. La durée du mandat du directeur administratif est de ***quatre*** ans. Avant la fin de cette période, la Commission procède à un examen qui tient compte d'une évaluation du travail accompli par le directeur administratif.

## **Amendement 22**

### **Proposition de règlement**

#### **Article 17 – paragraphe 4**

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

4. Le collège, statuant sur proposition de la Commission tenant compte de l'examen visé au paragraphe 3, peut proroger une fois le mandat du directeur administratif, pour une durée n'excédant pas ***cinq*** ans.

4. Le collège, statuant sur proposition de la Commission tenant compte de l'examen visé au paragraphe 3, peut proroger une fois le mandat du directeur administratif, pour une durée n'excédant pas ***quatre*** ans.

## Amendement 23

### Proposition de règlement Article 17 – paragraphe 6

*Texte proposé par la Commission*

6. Le directeur administratif rend compte de sa gestion au collège **et au conseil exécutif**.

*Amendement*

6. Le directeur administratif rend compte de sa gestion au collège.

## Amendement 24

### Proposition de règlement Article 17 – paragraphe 7

*Texte proposé par la Commission*

7. Il ne peut être démis de ses fonctions que sur décision du collège, statuant sur proposition de la Commission.

*Amendement*

7. Il ne peut être démis de ses fonctions que sur décision du collège, statuant **à la majorité des deux tiers** sur proposition de la Commission.

## Amendement 25

### Proposition de règlement Article 18 – paragraphe 4 – point f

*Texte proposé par la Commission*

f) de l'élaboration d'un plan d'action donnant suite aux conclusions des rapports d'audit, évaluations et enquêtes internes ou externes, y compris ceux du Contrôleur européen de la protection des données et de l'OLAF, et de la présentation de rapports semestriels au conseil exécutif, à la Commission et au Contrôleur européen de la protection des données;

*Amendement*

f) de l'élaboration d'un plan d'action donnant suite aux conclusions des rapports d'audit, évaluations et enquêtes internes ou externes, y compris ceux du Contrôleur européen de la protection des données et de l'OLAF, et de la présentation de rapports semestriels au conseil exécutif, à la Commission, **au Parlement européen** et au Contrôleur européen de la protection des données;

## Amendement 26

### Proposition de règlement Article 18 – paragraphe 4 – point j bis (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

*j bis) de la mise en place, dans les six mois qui suivent sa création, d'une stratégie de prévention et de gestion des conflits d'intérêts;*

#### **Amendement 27**

##### **Proposition de règlement**

##### **Article 18 – paragraphe 4 – point j ter (nouveau)**

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

*j ter) de l'élaboration d'une stratégie de protection des dénonciateurs.*

#### **Amendement 28**

##### **Proposition de règlement**

##### **Article 18 – paragraphe 4 – alinéa 1 bis (nouveau)**

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

*Le directeur administratif soumet chacune des stratégies au conseil exécutif. Le directeur administratif procède à l'examen régulier de chacune des stratégies (stratégie antifraude, stratégie de prévention et de gestion des conflits d'intérêts et stratégie de protection des dénonciateurs) et de leurs modalités d'application respectives. Le premier examen a lieu dans les six mois qui suivent la mise en place des trois stratégies.*

#### **Amendement 29**

##### **Proposition de règlement**

##### **Article 41 – paragraphe 1**

*Texte proposé par la Commission*

1. Eurojust établit et entretient une relation privilégiée avec le Parquet européen, fondée sur une coopération étroite et sur le développement de liens sur les plans opérationnel, administratif et de la gestion, comme décrit ci-après. À cette fin, le procureur européen et le président d'Eurojust se réunissent régulièrement pour examiner des questions d'intérêt commun.

*Amendement*

1. Eurojust établit et entretient une relation privilégiée avec le Parquet européen, fondée sur une coopération étroite et sur le développement de liens sur les plans opérationnel, administratif et de la gestion, comme décrit ci-après. À cette fin, le procureur européen et le président d'Eurojust se réunissent régulièrement pour examiner des questions d'intérêt commun ***et mettre en place un plan d'action sur la protection des intérêts financiers de l'Union qui tient compte de leurs domaines de compétences respectifs.***

**Amendement 30**

**Proposition de règlement**

**Article 41 – paragraphe 7 – alinéa 1 – partie introductive**

*Texte proposé par la Commission*

***Eurojust soutient le fonctionnement du Parquet européen par l'intermédiaire de services fournis par son personnel. Ce soutien comprend en tout état de cause:***

*Amendement*

***Le Parquet européen peut bénéficier des ressources et de l'appui de l'administration d'Eurojust. À cette fin, Eurojust peut fournir des services d'intérêt commun au Parquet européen.***  
***Les services à fournir sont décrits en détail dans un accord entre Eurojust et le Parquet européen.***

**Amendement 31**

**Proposition de règlement**

**Article 41 – paragraphe 7 – alinéa 1 – point a**

*Texte proposé par la Commission*

***a) un soutien technique à l'élaboration du budget annuel, du document de programmation contenant la programmation annuelle et pluriannuelle et du plan de gestion;***

*Amendement*

***supprimé***

**Amendement 32**

**Proposition de règlement**

**Article 41 – paragraphe 7 – alinéa 1 – point b**

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

**b) un soutien technique au recrutement de personnel et à la gestion des carrières;** **supprimé**

**Amendement 33**

**Proposition de règlement**

**Article 41 – paragraphe 7 – alinéa 1 – point c**

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

**c) des services de sécurité;** **supprimé**

**Amendement 34**

**Proposition de règlement**

**Article 41 – paragraphe 7 – alinéa 1 – point d**

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

**d) des services informatiques;** **supprimé**

**Amendement 35**

**Proposition de règlement**

**Article 41 – paragraphe 7 – alinéa 1 – point e**

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

**e) des services de gestion financière, de comptabilité et d'audit;** **supprimé**

**Amendement 36**

**Proposition de règlement**

**Article 41 – paragraphe 7 – alinéa 1 – point f**

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

**f) tout autre service d'intérêt commun.** **supprimé**

**Amendement 37**

**Proposition de règlement**  
**Article 41 – paragraphe 7 – alinéa 2**

*Texte proposé par la Commission*

***Les services à fournir sont décrits en détail dans un accord entre Eurojust et le Parquet européen.***

*Amendement*

***supprimé***

**Amendement 38**

**Proposition de règlement**  
**Article 42 – paragraphe 2**

*Texte proposé par la Commission*

2. L'OLAF peut contribuer aux travaux de coordination d'Eurojust en matière de protection des intérêts financiers de l'Union dans le cadre de sa mission en vertu du règlement (CE, Euratom) du Parlement européen et du Conseil n° .../2013 relatif aux enquêtes effectuées par l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) et abrogeant le règlement (CE) n° 1073/1999 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (Euratom) n° 1074/1999 du Conseil.

*Amendement*

2. L'OLAF peut contribuer aux travaux de coordination d'Eurojust en matière de protection des intérêts financiers de l'Union dans le cadre de sa mission en vertu du règlement (CE, Euratom) du Parlement européen et du Conseil n° **883**/2013 relatif aux enquêtes effectuées par l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) et abrogeant le règlement (CE) n° 1073/1999 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (Euratom) n° 1074/1999 du Conseil.

**Amendement 39**

**Proposition de règlement**  
**Article 42 – paragraphe 3**

*Texte proposé par la Commission*

3. Pour les besoins de la réception et de la transmission des informations entre Eurojust et l'OLAF, et sans préjudice de l'article 8, les États membres veillent à ce que les membres nationaux d'Eurojust soient considérés comme des autorités compétentes des États membres pour les seuls besoins du règlement (CE) n° 1073/1999 et du règlement (Euratom) n° 1074/1999 du Conseil<sup>19</sup>. L'échange d'information entre l'OLAF et les membres nationaux est sans préjudice de l'information qui doit être fournie à

*Amendement*

3. Pour les besoins de la réception et de la transmission des informations entre Eurojust et l'OLAF, et sans préjudice de l'article 8, les États membres veillent à ce que les membres nationaux d'Eurojust soient considérés comme des autorités compétentes des États membres pour les seuls besoins du règlement (UE, Euratom) du Parlement européen et du Conseil n° **883**/2013 **relatif aux enquêtes effectuées par l'Office européen de lutte antifraude (OLAF)**. L'échange d'information entre l'OLAF et les



d'autres autorités compétentes en vertu de ces règlements.

membres nationaux est sans préjudice de l'information qui doit être fournie à d'autres autorités compétentes en vertu de ces règlements.

---

<sup>19</sup> JO L 136 du 31.5.1999, p. 8.

#### Amendement 40

##### Proposition de règlement Article 43 – paragraphe 1

###### *Texte proposé par la Commission*

1. Eurojust peut établir des **arrangements pratiques** avec les entités visées à l'article 38, paragraphe 1.

###### *Amendement*

1. Eurojust peut établir des **protocoles d'accord** avec les entités visées à l'article 38, paragraphe 1.

#### Amendement 41

##### Proposition de règlement Article 45 – paragraphe 2 – partie introductive

###### *Texte proposé par la Commission*

2. Par dérogation au paragraphe 1, Eurojust peut autoriser le transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers, une organisation internationale ou Interpol, au cas par cas, si:

###### *Amendement*

2. Par dérogation au paragraphe 1, Eurojust **ne** peut autoriser le transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers, une organisation internationale ou Interpol, au cas par cas, **que si une ou plusieurs des conditions suivantes sont réunies**:

#### Amendement 42

##### Proposition de règlement Article 45 – paragraphe 2 – point c

###### *Texte proposé par la Commission*

c) le transfert est nécessaire ou requis par la loi pour des raisons d'intérêt public importantes et juridiquement reconnues dans l'Union ou dans ses États membres, ou aux fins de la constatation, de l'exercice ou de la défense d'un droit en justice; **ou**

###### *Amendement*

c) le transfert est nécessaire ou requis par la loi pour des raisons d'intérêt public importantes et juridiquement reconnues dans l'Union ou dans ses États membres, ou aux fins de la constatation, de l'exercice ou de la défense d'un droit en justice;

## Amendement 43

### Proposition de règlement Article 49 – paragraphe 6

*Texte proposé par la Commission*

6. L'autorité budgétaire autorise les crédits au titre de la contribution **destinée** à Eurojust.

*Amendement*

6. L'autorité budgétaire autorise les crédits au titre de la contribution **de l'Union** à Eurojust.

## Amendement 44

### Proposition de règlement Article 51 – paragraphe 1

*Texte proposé par la Commission*

1. Au plus tard le 1<sup>er</sup> mars suivant l'achèvement de chaque exercice, le comptable d'Eurojust transmet les comptes provisoires **au** comptable de la Commission et à la Cour des comptes.

*Amendement*

1. Au plus tard le 1<sup>er</sup> mars suivant l'achèvement de chaque exercice, le comptable d'Eurojust transmet les comptes provisoires **à chaque** comptable de la Commission et à la Cour des comptes.

## Amendement 45

### Proposition de règlement Article 51 – paragraphe 2

*Texte proposé par la Commission*

2. Eurojust transmet le rapport sur la gestion budgétaire et financière au Parlement européen, au Conseil et à la Cour des comptes au plus tard le 31 mars de l'exercice suivant.

*Amendement*

*(Ne concerne pas la version française.)*

## Amendement 46

### Proposition de règlement Article 51 – paragraphe 12 bis (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

**12 bis. La décharge sur l'exécution du budget d'Eurojust est donnée par le Parlement européen, sur recommandation du Conseil, selon une procédure**

*comparable à celle prévue à l'article 319 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et aux articles 164 à 166 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil et, ce, sur la base du rapport d'audit de la Cour des comptes européenne.*

*En cas de refus de la décharge par le Parlement européen, le directeur administratif présente sa démission au collège, qui apprécie, en fonction des circonstances, la décision finale à prendre.*

#### **Amendement 47**

##### **Proposition de règlement Article 54 – paragraphe 2**

*Texte proposé par la Commission*

2. Le collège adopte une décision définissant les règles applicables au détachement d'experts nationaux auprès d'Eurojust.

*Amendement*

2. Le collège adopte une décision définissant les règles applicables au détachement d'experts nationaux auprès d'Eurojust *et au recours à d'autres agents, notamment pour éviter les conflits d'intérêts potentiels.*

#### **Amendement 48**

##### **Proposition de règlement Article 54 – paragraphe 2 bis (nouveau)**

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

*2 bis. Eurojust prend les mesures administratives appropriées, y compris par la mise en œuvre de stratégies de formation et de prévention, pour éviter les conflits d'intérêts, notamment en ce qui concerne les problèmes susceptibles d'apparaître après la cessation de fonctions.*

## Amendement 49

### Proposition de règlement

#### Article 55 – paragraphe 3 – partie introductive

*Texte proposé par la Commission*

3. Outre les obligations d'information et de consultation énoncées dans le présent règlement, Eurojust transmet pour information au Parlement européen:

*Amendement*

3. Outre les obligations d'information et de consultation énoncées dans le présent règlement, Eurojust transmet pour information au Parlement européen ***et aux parlements nationaux dans les langues officielles respectives:***

## Amendement 50

### Proposition de règlement

#### Article 60 – paragraphe 3 bis (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

***3 bis. Eurojust publie sur son site internet une liste des membres de son conseil exécutif et des experts internes et externes auxquels elle fait appel, ainsi que leurs déclarations d'intérêt et curriculum vitae respectifs. Les procès-verbaux des réunions du collège et du conseil exécutif sont systématiquement publiés.***

## Amendement 51

### Proposition de règlement

#### Article 61 – paragraphe 1

*Texte proposé par la Commission*

1. Pour faciliter la lutte contre la fraude, la corruption et autres actes illégaux en vertu du règlement (CE) n° 1073/1999, Eurojust adhère, dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent règlement, à l'accord interinstitutionnel du 25 mai 1999 relatif aux enquêtes internes effectuées par l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) et arrête les dispositions

*Amendement*

1. Pour faciliter la lutte contre la fraude, la corruption et autres actes illégaux en vertu du règlement (UE) n° 883/2013, Eurojust adhère, dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent règlement, à l'accord interinstitutionnel du 25 mai 1999 relatif aux enquêtes internes effectuées par l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) et arrête les dispositions

appropriées applicables à l'ensemble de son personnel, en utilisant le modèle figurant en annexe dudit accord interinstitutionnel.

appropriées applicables à l'ensemble de son personnel, en utilisant le modèle figurant en annexe dudit accord interinstitutionnel.

## Amendement 52

### Proposition de règlement Article 61 – paragraphe 2

#### *Texte proposé par la Commission*

2. La Cour des comptes européenne ***dispose d'un pouvoir d'audit***, sur ***pièces et*** sur place, à l'égard de tous les bénéficiaires de subventions, contractants et sous-traitants qui ont reçu des fonds de l'Union par l'intermédiaire d'Eurojust.

#### *Amendement*

2. La Cour des comptes européenne ***mène régulièrement des audits de conformité ainsi que des audits de performance portant sur les activités d'Eurojust***, sur ***la base de documents ou de contrôles*** sur place, à l'égard de tous les bénéficiaires de subventions, contractants et sous-traitants qui ont reçu des fonds de l'Union par l'intermédiaire d'Eurojust.

## Amendement 53

### Proposition de règlement Article 61 – paragraphe 3

#### *Texte proposé par la Commission*

3. L'OLAF peut effectuer des enquêtes, y compris des contrôles et vérifications sur place, conformément aux dispositions et procédures prévues par le règlement (CE) n° 1073/1999 et par le règlement (Euratom, CE) n° 2185/96 du Conseil<sup>22</sup>, en vue d'établir l'existence éventuelle d'irrégularités portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union dans le cadre de dépenses financées par Eurojust.

#### *Amendement*

3. L'OLAF peut effectuer des enquêtes, y compris des contrôles et vérifications sur place, conformément aux dispositions et procédures prévues par le règlement (UE) n° 883/2013 et par le règlement (Euratom, CE) n° 2185/96 du Conseil<sup>22</sup>, en vue d'établir l'existence éventuelle d'irrégularités portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union dans le cadre de dépenses financées par Eurojust.

---

<sup>22</sup> JO L 292 du 15.11.1996, p. 2.

---

<sup>22</sup> ***Règlement (Euratom, CE) n° 2185/96 du Conseil du 11 novembre 1996 relatif aux contrôles et vérifications sur place effectués par la Commission pour la protection des intérêts financiers des Communautés européennes contre les fraudes et autres irrégularités*** (JO L 292

du 15.11.1996, p. 2).

#### **Amendement 54**

##### **Proposition de règlement**

##### **Article 61 – paragraphe 4 bis (nouveau)**

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

**4 bis. Les membres du personnel d'Eurojust, le directeur administratif et les membres du collège et du conseil exécutif révèlent, sans délai et sans que leur responsabilité puisse être mise en cause à raison de cette révélation, les fraudes dont ils ont pu avoir connaissance dans l'exercice de leur fonctions ou mandats à l'OLAF. S'il ne satisfont pas à cette obligation, ils deviennent personnellement responsables des conséquences de la fraude dont ils ont eu connaissance et qu'ils n'ont pas révélée à l'OLAF.**

#### **Amendement 55**

##### **Proposition de règlement**

##### **Annexe 2 – point 1 – sous-point d**

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

d) le *sexe*,

d) le **genre**,

#### **Amendement 56**

##### **Proposition de règlement**

##### **Annexe 2 – point 2 – sous-point d**

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

d) le *sexe*,

d) le **genre**,

## PROCÉDURE DE LA COMMISSION SAISIE POUR AVIS

<b>Titre</b>	Agence de coopération judiciaire en matière pénale de l'Union (Eurojust)
<b>Références</b>	COM(2013)0535 – C7-0240/2013 – 2013/0256(COD)
<b>Commission compétente au fond</b> Date de l'annonce en séance	LIBE 10.9.2013
<b>Avis émis par</b> Date de l'annonce en séance	CONT 10.9.2013
<b>Rapporteur(e) pour avis</b> Date de la nomination	Ingeborg Gräßle 6.5.2015
<b>Rapporteur(e) pour avis remplacé</b>	Monika Hohlmeier
<b>Examen en commission</b>	13.7.2017
<b>Date de l'adoption</b>	11.9.2017
<b>Résultat du vote final</b>	+: 15 -: 1 0: 0
<b>Membres présents au moment du vote final</b>	Nedzhmi Ali, Dennis de Jong, Ingeborg Gräßle, Arndt Kohn, José Ignacio Salafranca Sánchez-Neyra, Petri Sarvamaa, Claudia Schmidt, Bart Staes, Hannu Takkula, Derek Vaughan, Tomáš Zdechovský, Joachim Zeller
<b>Suppléants présents au moment du vote final</b>	Julia Pitera
<b>Suppléants (art. 200, par. 2) présents au moment du vote final</b>	Eider Gardiazabal Rubial, John Howarth, Isabelle Thomas

## VOTE FINAL PAR APPEL NOMINAL EN COMMISSION SAISIE POUR AVIS

15	+
ALDE	Nedzhmi Ali, Hannu Takkula
PPE	Ingeborg Gräßle, Julia Pitera, José Ignacio Salafranca Sánchez-Neyra, Petri Sarvamaa, Claudia Schmidt, Tomáš Zdechovský, Joachim Zeller
S&D	Eider Gardiazabal Rubial, John Howarth, Arndt Kohn, Isabelle Thomas, Derek Vaughan
Verts/ALE	Bart Staes

1	-
GUE/NGL	Dennis de Jong

0	0

Légende des signes utilisés:

+ : pour

- : contre

0 : abstention